

# Les salaires sont augmentés à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1973

LE MESSAGE DE NOUVEL AN DU CHEF DE L'ETAT A LA NATION, SI TRADITIONNEL SOIT-IL, EST TOUJOURS ATTENDU AVEC IMPATIENCE. IL ANNONCE OFFICIELLEMENT LA FIN D'UNE ANNEE DE L'ABEIL ET DEFINIT LES ORIENTATIONS GLOBALES ET PARTICULIERES POUR L'ANNEE NOUVELLE. L'ADRESSE A LA NATION EST TOUT AUSSI BIEN L'OCCASION DE FAIRE LE BILAN DE L'ANNEE ECOULEE, DE RELEVER LES ECHECS EN MONTRANT LEURS CAUSES ET LEURS CONSEQUENCES, ET DE METTRE EN EXERGUE LES SUGGES EN INCITANT A MIEUX FAIRE.

L'ANNEE 1973 S'OUVRE SOUS DE BONNES AUSPICES POUR NOTRE PAYS. EN EFFET, MALGRE LES DIFFICULTES QU'UN TRAVAIL ACHARNE ET UNE CONSCIENCE PLUS AIGUE DES RESPONSABILITES PEUVENT ALLEGER, LES TRAVAILLEURS MALIENS ONT LIEU D'ETRE OPTIMISTES ET SATISFAITS. OPTIMISTES PARCE QUE POUR LE PLUS GRAND NOMBRE, HONNETES ET DEVOTES, LEURS QUALITES ONT ETE RECONNUES ET SALUEES; SATISFAITS PARCE QUE POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS L'INDEPENDANCE DU MALI, LE GOUVERNEMENT A PROCEDE A UNE AUGMENTATION GENERALE DU SALAIRE DES TRAVAILLEURS.

« Maliennes, Maliens,  
« Au seuil de la nouvelle année, c'est pour moi un agréable devoir de vous adresser mes meilleurs vœux de bonheur, de bonne santé et de prospérité.

« Mes vœux s'adressent à vous

gramme triennal de redressement économique et financier, il importe en effet que nous nous interrogeons sur les résultats de notre action durant les deux premières années d'exécution du programme.

« Pour la période considérée, les

ans a été légèrement inférieur aux prévisions du programme : 4,8 pour cent au lieu de 5 pour cent. On peut donc raisonnablement prévoir pour le prochain plan quinquennal un taux légèrement supérieur à 5 pour cent, soit 6 pour cent au moins.

« Mais il ne serait pas réaliste d'envisager des taux élevés qui supposeraient des rythmes d'investissement bien supérieurs à ceux que nous constatons actuellement ».

## PLAN QUINQUENNAL ET OPERATIONS INTEGREES

« Actuellement la Direction générale du Plan et de la Statistique travaille activement à l'élaboration du prochain plan dont les grandes orientations sont déjà dégagées ; ce document a fait l'objet d'une étude de la Commission économique et sociale. Le Conseil supérieur du Plan et les Commissions sectorielles et régionales de planification s'atteleront très bientôt à l'élaboration de l'avant-projet de plan quinquennal.

« D'ores et déjà, il reste acquis que l'un des objectifs devant être visés dans ce cadre sera d'approfondir les actions déjà engagées, car les objectifs de recherche des équilibres fondamentaux demeurent encore valables.

« Parallèlement à ce processus, nous veillerons certainement à lancer de nouvelles opérations, qui auront le plus souvent le caractère d'opérations intégrées. Ces nouvelles opérations auront pour fondement des travaux d'infrastructure importants, secteur qui avait été délibérément mis en veilleuse par le pro-

gramme triennal.

Dans le sens de l'approfondissement de l'action déjà entreprise, les problèmes budgétaires et ceux relatifs à l'équilibre du commerce extérieur retiendront particulièrement l'attention du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement.

« En effet, les finances publiques restent déséquilibrées, malgré l'effort accompli pour réaliser des économies en matière de dépenses, et une plus grande rigueur dans le recouvrement des recettes ordinaires.

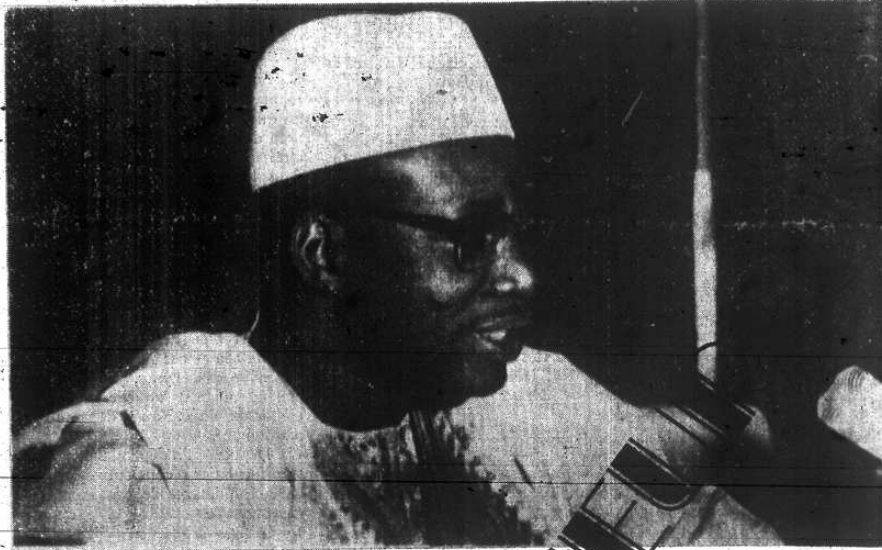
« Le gouvernement a considérablement freiné l'expansion des dépenses durant les derniers exercices budgétaires. Pendant le même temps, les recettes ordinaires sont passées de 17,115 milliards en 1969 à 20,649 milliards en 1971 ».

## LA CONTRIBUTION DU MONDE DES AFFAIRES

« Cependant des efforts plus vigoureux et soutenus devront être poursuivis au niveau des services d'assiette et de recouvrement afin d'atteindre une plus grande efficacité.

« Je lance donc à nouveau un appel solennel aux agents économiques, qu'ils soient des personnes morales ou physiques, afin qu'ils s'ac-

(Suite en page 7)



tous, jeunes et vieux, hommes et femmes des villes et des campagnes qui m'écoutez en cet instant où nous vivons les dernières minutes de 1972, tout en caressant de légitimes espérances pour l'année nouvelle.

Mes souhaits les meilleurs vont également à tous les Maliens qui, à travers le monde, ont dans une même communion de pensées patriotiques leur regard tourné vers le pays au moment où je vous parle, et songent à son devenir dans un monde en perpétuelle mutation.

« Ces vœux s'adressent enfin aux citoyens des pays amis vivant parmi nous loin de leur patrie et de leur famille, et qui apportent avec foi et dévouement leur précieuse contribution au développement de notre pays et à l'épanouissement de notre peuple.

« Il est de tradition, au début de l'année nouvelle, le Chef de l'Etat fasse le bilan du gouvernement pour l'année qui s'achève, et présente les perspectives d'avenir, ainsi que les actions immédiates à entreprendre ».

## DES REPRESENTANTS EN COURAGEANTS

« Fidèle à la tradition établie, je désire ce matin vous exposer brièvement l'état d'exécution du programme triennal et vous convier à méditer sur ce que nous comptons entreprendre en 1973, notamment dans le domaine de l'économie et celui des institutions nationales.

« A six mois de la fin du pro-

gramme triennal de redressement économique et financier, il importe en effet que nous nous interrogeons sur les résultats de notre action durant les deux premières années d'exécution du programme.

« Les objectifs ont été presque atteints pour la part des grands produits : 90 pour cent pour le riz, 85 pour cent pour le coton et 95 pour cent pour le café. Ils furent même dépassés : learachide 108 p. cent, et le tabac 100 p. cent. L'élevage poursuit sa croissance régulière de 3 pour cent par an.

« Du fait des difficultés de quelques entreprises et du retard pris dans le financement de certaines activités inscrites au programme les résultats ont été moins bons en ce qui concerne la proclamation industrielle.

« Cependant, le financement de 76 pour cent des investissements prévus dans le secteur secondaire est acquis, même si le pourcentage de réalisation en est moins élevé en raison des difficultés de transports rencontrées en 1970 et en 1971.

« La recherche des financements, après avoir connu des difficultés au cours de la première année, s'est accentuée depuis un an, et les financements assurés s'élèvent maintenant à plus de 70 pour cent de l'ensemble du programme. De ce fait, nous avons même dépassé la norme du financement pour la période de référence.

« Le taux de croissance de la production intérieure brute sur deux

## Les représentants de la Nation ont présenté leurs vœux au Chef de l'Etat

Bien avant l'adresse à la nation du chef de l'Etat, le peuple malien, par la voix autorisée de ses divers représentants, a eu toute la matinée du samedi 30 décembre 1972, au Centre d'accueil de la Présidence, pour présenter au colonel Moussa Traoré, ses vœux d'amitié, d'assurance, d'espoir et de résolution quant à l'avenir prospère et brillant de notre pays.

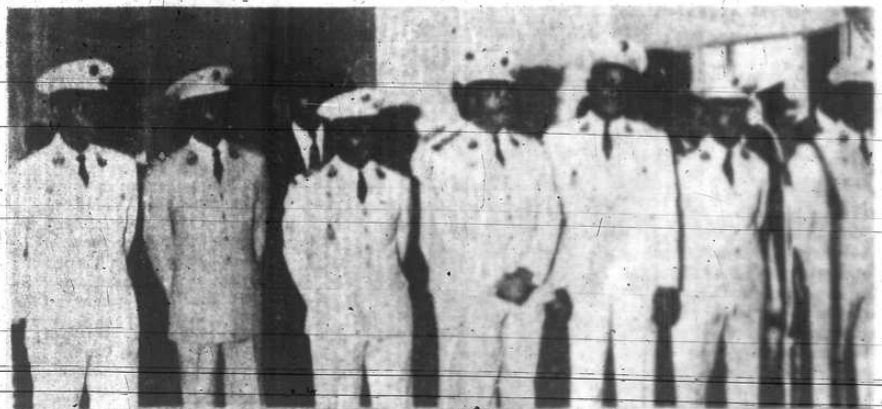
Premiers de ces représentants, les compagnons d'armes du chef de l'Etat, avec à leur tête, le capitaine Amadou Baba Diarra, vice-président du CMLN, qui s'est exprimé en ces termes :

« Plus qu'une cérémonie traditionnelle de présentation de vœux, plus qu'une joie habituelle de nous retrouver, je pense que le devoir que nous accomplissons aujourd'hui

avec une émotion si vive, traduit eloquemment notre foi renouvelée en notre action et réitére notre serment d'œuvrer inlassablement, au coude à coude, dans une parfaite identité de vue, à la promotion de notre chère patrie : le Mali.

« Monsieur le Président, c'est dans cette ambiance d'émotion forte et de confiance réciproque, que l'honneur

(Suite en page 2)



# L'adresse à la Nation du Chef de l'Etat

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

quittent normalement de leurs obligations fiscales à l'égard du trésor.

« A cet égard, les récentes mesures, prises par le gouvernement à l'encontre de certains mauvais commerçants étaient devenues indispensables, parce qu'elles vont incontestablement dans le sens de la survie de l'Etat et de ses rouages fondamentaux.

« Les commerçants traditionnels, les sociétés privées et les sociétés d'Etat bénéficient de la sollicitude du gouvernement ; il est impérieux qu'en retour le monde malien des affaires apporte à l'Etat la contribution qu'il est en droit d'attendre de lui.

« La rigueur des mesures prises ou que nous nous apprêtons à prendre, ne doit nullement être interprétée comme le déclenchement d'une hostilité particulière contre le monde des affaires ; elle résulte tout simplement de la recherche des voies et moyens susceptibles de permettre à l'Etat de subsister et d'assumer correctement ses fonctions.

« Il n'est pas normal que nous sollicitons toujours l'aide généreuse des pays amis, pendant que nous faisons preuve de faiblesse vis-à-vis de nos agents économiques en matière fiscale.

« Dans le domaine des échanges extérieurs l'on se souvient que le déficit de la balance des paiements qui était de 8 milliards de francs maliens en 1969, a été largement résorbé en 1970 au point qu'il n'était plus que de 1,2 milliard de francs maliens. Mais une tendance de dégradation s'est manifestée en 1971, d'où la nécessité impérieuse de maintenir une plus grande rigueur dans ce domaine.

## L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

« Pour l'année 1972, il est pour le moment difficile d'émettre valablement un jugement définitif sur l'évolution de la balance des paiements. S'il est vrai que l'évolution a été plutôt défavorable en juin, juillet et août par rapport à la même période de l'année précédente, on lui sait en revanche que le déficit accusé pour les onze premiers mois de 1972 est largement inférieur à celui constaté en 1971. Il faut néanmoins porter un jugement avec beaucoup de prudence, car c'est seulement dans quelques mois que nous pourrions disposer de toutes les données entrant dans l'analyse correcte de ce problème.

« Dans le cadre de l'examen de la conjoncture économique, il convient de mettre en relief les répercussions fâcheuses sur l'économie, de la sécheresse consécutive à l'insuffisance de la pluviométrie.

« Lorsque nous avons fait le point de l'exécution du programme triennal, nous avons noté que des progrès appréciables ont été enregistrés pour les cultures industrielles, mais que les résultats acquis dans la culture des céréales ont été plutôt moyens ».

## MAUVAISES PLUIES, MAUVAISES RECOLTES

« En effet, depuis bientôt quatre ans, notre pays souffre de la sécheresse, comme d'ailleurs les autres pays de la zone soudano-sahélienne. Les conséquences de ce phénomène ont généralement été plus graves pour la production céréalière. Les incidences de cette calamité s'étendent à tous les aspects fondamentaux de la vie économique du pays : accentuation du déficit budgétaire, dégradation de la balance des paiements.

« Face à ce déficit céréalier, et compte tenu des stocks disponibles, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement ont adressé des demandes d'aides exté-

rieures totalisant 260.000 tonnes de céréales.

« Nous avons déjà enregistré de nombreuses réactions favorables de nos partenaires, qu'ils soient des gouvernements ou des organismes internationaux. Nous gardons donc l'espoir que dans ce domaine, la solidarité internationale jouera pleinement, et, dans les semaines à venir, les dispositions seront prises pour la mise en place de stocks de céréales dans les différentes localités, en vue d'assurer le ravitaillement correct des populations ».

## LA VERITE,

### AUSSI SEVERE SOIT-ELLE

« Si je vous ai présenté aussi objectivement que possible et sans fard la situation économique et financière du pays, c'est que le Comité Militaire de Libération Nationale tient à rester fidèle à sa promesse de dire toujours la vérité au peuple, aussi sévère soit-elle.

« Ce faisant, nous tenons à manifester notre confiance au peuple, à l'amener à prendre conscience des réalités, faire face à ses obligations et apprécier à leur juste valeur les efforts déployés par le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement, en vue d'accélérer le processus de développement du pays et assurer aux populations de meilleures conditions de vie ».

## L'AUGMENTATION

### GENERALE

#### DES SALAIRES

« Dans cet ordre d'idées, il convient de souligner qu'en dépit des difficultés financières que je viens d'évoquer et que vous connaissez tous, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement se sont penchés avec sollicitude sur la situation des travailleurs salariés.

« C'est ainsi qu'en plus de diverses mesures collectives et individuelles adoptées en faveur des travailleurs de l'Etat (intégration dans la catégorie « C » de la Fonction publique des infirmiers de santé, d'élevage, des moniteurs d'agriculture, des préposés des eaux et forêts, des aides sociales, nombreuses régularisations de situation, ouverture de concours professionnels dans tous les cadres, intégration dans les catégories « A » et « B » de certains fonctionnaires méritants au titre de la qualification professionnelle, adoption et promulgation de l'ordonnance portant statut des travailleurs des sociétés et entreprises d'Etat, etc.), le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement viennent de décider d'accorder à tous les salariés, fonctionnaires et agents relevant du Code du travail, une augmentation générale de salaire pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973.

« Quand on évalue objectivement l'incidence financière de ces diverses mesures, au regard d'une part de la situation laissée par l'ancien régime et, d'autre part en prenant en considération les difficultés budgétaires que connaît l'Etat, on peut mieux apprécier la volonté du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement d'aider au mieux les salariés ».

## LE BLOCAGE DES PRIX

« Pour que les augmentations de salaires ainsi décidées puissent contribuer à améliorer effectivement le pouvoir d'achat du travailleur, surtout du petit salarié, des instructions fermes ont été données au ministre des Finances pour opérer le blocage des prix à leur niveau officiel de 1972, et exercer en même temps un contrôle plus rigoureux pour prévenir et réprimer sévèrement toute hausse illicite de prix.

« Comme je l'ai dit dans mon allocution de l'anniversaire du 19 Novembre, et réaffirmé il y a un instant, toutes les dispositions sont prises pour assurer le ravitaillement

correct des populations des villes et des campagnes en céréales.

« D'autres mesures sont envisagées pour venir particulièrement en aide aux paysans et aux éleveurs, en vue d'atténuer les conséquences de la sécheresse dont ils ont souffert ».

## LE RETOUR A UNE VIE CONSTITUTIONNELLE

« J'ai donné récemment des indications à propos du retour du pays à une vie constitutionnelle, car cela fait partie des engagements que le Comité Militaire de Libération Nationale a pris vis-à-vis du peuple dès son avènement au pouvoir. Je suis aujourd'hui en mesure d'affirmer, au nom de l'armée, que les tâches essentielles destinées à la mise en place des institutions constitutionnelles seront activement menées au cours de l'année 1973.

« Mais je demande à tous les citoyens de comprendre que la Constitution la plus démocratique du monde ne peut à elle seule améliorer la situation d'un peuple, tant qu'elle ne repose pas sur un support économique solide. L'instabilité qui marque la plupart des pays du Tiers-monde n'est que la conséquence du sous-développement.

« C'est pourquoi, en guise de conclusion à ce message de nouvel an que je destine à toute la nation, je souhaite que chaque Malien comprenne que seul le travail, et le travail bien fait, peut nous aider à trouver des solutions durables et honorables à nos problèmes ».

## LA LUTTE

### CONTRE LA CORRUPTION CONTINUERA

« On ne mettra donc jamais assez l'accent sur la conscience professionnelle, l'honnêteté et le dévouement des travailleurs de l'Etat.

« La lutte déclenchée et menée actuellement par le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement contre la corruption, la concussion et la prévarication n'est que la conséquence de la dégradation de la conscience des cadres, et leur propension à vouloir s'enrichir, souvent même trop rapidement et sans scrupule, au détriment de la collectivité qu'ils ont cependant pour mission de servir loyalement.

« C'est pourquoi, je voudrais dire à l'intention de tous les citoyens, que la lutte engagée contre la corruption ne doit pas être considérée comme l'affaire exclusive du Comité Militaire de Libération Nationale et du gouvernement.

« En effet, chaque million soustrait ou dévié frauduleusement des caisses de l'Etat constitue une école, un dispensaire, un hôpital, des médicaments ou des routes bitumées en moins pour le peuple.

« Je lance donc un appel pressant à tous les citoyens, afin qu'ils aident le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement dans la lutte déclenchée contre la corruption, la concussion et la prévarication, en dénonçant courageusement tous ceux qui commettent des malversations au détriment de l'Etat, donc du peuple.

« Le crime de ces agents malhonnêtes sape le fondement même de l'Etat, en détruisant la confiance que les citoyens doivent témoigner aux institutions nationales ».

## CONFIANCE INEBRANLABLE AU PEUPLE

« En dépit des faiblesses que je viens de signaler et qui sont le fait d'une minorité de mauvais citoyens et de mauvais cadres, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement font confiance au

peuple et abordent l'année nouvelle avec confiance.

« En votre nom, je suis donc très heureux d'adresser un message d'espoir, d'amitié et de fraternité à tous les peuples au seuil de l'année nouvelle.

« Puisse l'année 1973 apporter dans le respect de la dignité humaine

la paix et le bonheur à tous ceux qui, à travers le monde, souffrent encore de l'agression, de la domination étrangère ou du racisme !

« Puisse enfin, 1973 voir le début de la réalisation de cette légitime aspiration universelle, c'est-à-dire la fraternité des hommes dans l'égalité et la justice pour tous ».

## Messages du Nouvel An du Chef de l'Etat

A l'occasion du Nouvel An, le colonel Moussa Traoré, président du CMLN, président du gouvernement et chef de l'Etat, a envoyé ses vœux de bonne année. Il a souhaité que l'année 1973 amène la paix, la prospérité, la compréhension entre les peuples et aussi la liberté pour tous ceux qui se trouvent sous un joug quelconque.

Ces messages ont été envoyés à :

A S. E. M. Ahmadou Ahidjo, président de la République unie du Cameroun, YAOUNDE.

A S. E. M. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal, DAKAR.

A S. E. le général Etienne Eyadéma, président de la République du Togo, LOME.

A S. E. M. Daouda Djiawara, président de la République de Gambie, BATHURST.

A S. E. M. Hamani Diori, président de la République du Niger, NIAMEY.

A S. E. le colonel Michel Micombero, président de la République du Burundi, BUJUMBURA.

A S. E. M. Albert Bernard Bongo, président de la République du Gabon, LIBREVILLE.

A S. E. le général Jean-Bedel Bokassa, président de la République centrafricaine, BANGUI.

A S. E. le colonel I. K. Acheampong, président du Conseil national de Rédemption, ACCRA.

A S. E. M. Jomo Kenyatta, président de la République du Kenya, NAIROBI.

A S. E. le général Ramantsoa, président de la République malgache, MADAGASCAR.

A S. M. l'empereur Haile Selassie d'Ethiopie, ADDIS-ABEBA.

A S. E. Nzo Ekhan NGAKI, secrétaire général de l'OUA, ADDIS-ABEBA.

A S. E. le commandant Mathieu Kérékou, président de la République du Dahomey, COTONOU.

A S. E. Ahmed Sékou Touré, président de la République de Guinée, CONAKRY.

A S. E. le général Idi Amin, président de la République de l'Ouganda, KAMPALA.

A S. E. M. Souleiman Frangie, président de la République libanaise, BEYROUTH.

A S. E. le général Hafez Assad, président de la République arabe syrienne, DAMAS.

A Sa Majesté Fayçal, roi d'Arabie saoudite, RIYAD.

A S. E. M. Zulfikar Ali Bhutto, président de la République du Pakistan, RAWALPINDI.

A S. E. le général Ahmed Al Bakr, président de la République irakienne, BAGDAD.

A S. E. M. Salem Roboya Ali, président de la République démocratique populaire du Yémen, ADEN.

A S. E. M. Istvan Dobi, président de la République populaire de Hongrie, BUDAPEST.

A S. M. Hassan-II, roi du Maroc, RABAT.

A S. E. le colonel Houari Boumediène, président de la République algérienne démocratique et populaire, ALGER.

A S. E. M. Anouar El Sadate, président de la République arabe d'Egypte, LE CAIRE.